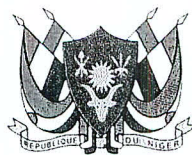


REPUBLIQUE DU NIGER



Fraternité – Travail – Progrès

MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT

SECRETARIAT GENERAL

**AIDE-MEMOIRE DE LA REVUE ANNUELLE 2018
DU SECTEUR DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT AU NIGER**

NIAMEY, LES 19-20-21 JUIN 2018

INTRODUCTION

La 11^{ème} revue annuelle du secteur de l'Eau et de l'Assainissement au Niger, s'est tenue les 19-20-21 juin 2018 dans la salle N° 4 du Palais de Congrès de Niamey. Le thème central de cette année est « **Secteur de l'Eau et de l'Assainissement, vecteur de développement** ».

Ont participé les représentants des cabinets du Président de la République, du Premier Ministre, de l'Assemblée Nationale, de différents départements ministériels et institutions invités, des Partenaires Techniques et Financiers, des Collectivités Territoriales, des Gouvernorats, du Secteur Privé et des Organisations de la Société Civile intervenant dans le secteur.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le **Pr. ISSOUFOU KANTAMBE**, Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement entouré pour la circonstance de **M. ERIC DIETZ**, Chef de bureau de la coopération Luxembourgeoise, Chef de File des Partenaires Techniques et Financiers du secteur de l'eau et de l'assainissement et de **M. ISSAKA KARANTA**, Gouverneur de la région de Niamey.

Les travaux ont été dirigés par un bureau de séance présidé par **M. ATAHIROU KARBO**, Secrétaire General du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement.

Ce présent aide-mémoire synthétise les travaux de cette 11^{ème} revue sectorielle.

I. DEROULEMENT DE LA REVUE

Durant trois (3) jours de travaux en plénière, plusieurs présentations ont été faites par les services de l'administration centrale et les partenaires du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement.

A. PRESENTATIONS

Les séries de présentations ont concerné :

1. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA REVUE SECTORIELLE 2017

A la lecture du tableau sur l'état de mise en œuvre des recommandations, il est difficile, sur la base des activités réalisées de se prononcer sur la mise en œuvre effective des recommandations. Les difficultés résident sur le fait que des indicateurs non pas été définis.

2. BILAN SECTORIEL 2017, DES INDICATEURS PHYSIQUES ET FINANCIERS DU PROSEHA ET LA MISE EN PERSPECTIVE AVEC LA PROGRAMMATION 2018

2. 1 Bilan sectoriel 2017

2.1.1 Bilan physique

2.1.1.1. SOUS PROGRAMME : ALIMENTATION EN EAU POTABLE

- ☞ En milieu rural, 2 415 nouveaux EqPEM construits et 301 autres réhabilités soit 48 050 Ménages Desservis (MD).

Le service basique progresse de 18,00% en 2016 à 22,06% en 2017 soit une augmentation de 4,06 points de pourcentage.

Le service optimum a augmenté de 1,1 % en 2016 à 1,25 % en 2017 soit une augmentation de 0,15 point de pourcentage.

- ☞ En milieu urbain, on enregistre la réalisation de 42 branchements sociaux, 77 bornes fontaines.

Il ressort une augmentation de l'accès au service optimum de 2,16 points de pourcentage et une diminution de l'accès au service basique de 0,7 points de pourcentage.

L'augmentation du taux d'accès des ménages au service optimal d'eau potable a été engendrée par la réalisation en 2017 de 16 667 branchements particuliers.

2.1.1.2. SOUS PROGRAMME : HYGIENE ASSAINISSEMENT

Le tableau suivant résume toutes les réalisations du sous-programme pour l'année 2017.

	Programmation	Réalisation	Taux de réalisation
Latrines familiales	10 502	13 442	128
Latrines publiques (scolaires et édicules publics)	1 102	1 574	143
Ouvrages Eaux grises	323	369	114
Kits de Lavage de Mains	1 165	1 739	149
Approche ATPC : nombre de villages	1 937	742	38
Approche ATPC : population totale	522 710	416 372	80
Villages FDAL	1 882	381	20

Les principaux indicateurs (taux d'accès aux services basiques d'assainissement, taux d'accès aux services optimum d'assainissement, le taux de défécation à l'air libre) ne sont pas calculés pour l'année 2017 par manque de données. Ils ne seront fournis que par l'enquête ménage de l'INS en cours.

2.1.1.3. SOUS PROGRAMME : CONNAISSANCE, SUIVI ET PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU

Les activités ci-dessous ont été réalisées en 2017 :

- ☞ Réhabilitation des stations hydrométriques de Tillabéri et de Gaya par l'installation de 2 nouvelles batteries d'échelles sur ces 2 stations.
- ☞ Réfection des éléments d'échelle détériorés des stations hydrométriques d'Alcongui sur le Gorouol et de Niamey sur le fleuve Niger.
- ☞ Installation de 5 limnigraphes électroniques type PS-Light II GSM, pour la collecte automatique des données. Ces appareils ont été installés au niveau des stations hydrométriques de Niamey, Tillabéri, Alcongui, Torodi et Gaya.
- ☞ Le réseau national de suivi piézométrique est passé de 1078 points d'observations piézométriques en 2016 à 1105 en 2017 soit un accroissement de 27 points.
- ☞ 24 enregistreurs automatiques ont été installés sur des piézomètres (Maradi, Niamey et Dosso).

2.1.1.4. SOUS PROGRAMME : GOUVERNANCE

Au cours de l'année 2017, le Ministère a élaboré avec l'appui de ces partenaires :

- ☞ Des outils et méthode de gestion (DPPD 2018-2020, PAP 2018, PPM 2018, PAA 2017 et 2018 du MCF/PROSEHA) ;
- ☞ Des outils de coordination (revue annuelle sectorielle, 3 réunions du cadre de concertation Etat/PTF, 2 réunions du cadre de concertation Etat/ONG, MCF/PROSEHA) ;
- ☞ Un guide de suivi-évaluation du PROSEHA.

2.1.1.5. SOUS PROGRAMME : HYDRAULIQUE PASTORALE

Dans le domaine de l'hydraulique pastorale 143 équivalents points d'eau modernes ont été réalisés en 2017.

2.1.2 Bilan financier du secteur

Le tableau ci-dessous nous donne le bilan financier de la Loi de finances 2017

Titres	Intitulé	Crédits Votés	Crédits libérés		Crédits consommés	
			Montant	Taux 1 (%)	Montant	Taux 2 (%)
Titre 3	Dépenses de fonctionnement	516 019 737	301 955 933	58,52	261 566 072	86,62
Titre 4	Transferts courants	13 401 502	9 377 003	69,97	6 914 614	73,74
Titre 5	Investissements administratifs	471 822 605	220 691 544	46,77	204 258 897	92,55
	Volet Trésor	779 000 000	712 707 217	91,49	678 255 986	95,17
	PSTE	1 046 105 602	1 046 105 602	100	1 045 788 811	99,97
	Emprunts et ANR	40 260 214 133	40 260 214 133	100	19 623 432 580	48,74
Total		43 086 563 579	42 551 051 432	98,76	21 820 216 960	51,28

NB : Ces chiffres ne prennent pas en compte le financement des ONG dans le secteur.

2.2. PROGRAMMATION 2018

Le budget voté pour 2018 est de **48 536 989 032 FCFA** pour contribuer à la réalisation de **4 447** éqPEM ; 3 665 latrines familiales et 480 latrines publiques ; 91 nouveaux PLEA et l'actualisation de **53** PLEA et la tenue des réunions de **14** CREA.

3. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD 2019-2021)

Le DPPD, qui est une programmation triennale, est élaboré sur la base de trois programmes : programme 1 : Pilotage et administration de la politique du ministère ; programme 2 : Eau et programme 3 : Hygiène et Assainissement.

Le DPPD 2019-2021 du MH/A se chiffre à **177 005 394 797 FCFA**.

4. RAPPORT DE L'AN 1 DE MISE EN ŒUVRE DU PANGIRE

Au cours de l'année 2017 le document PANGIRE a été validé et adopté par le gouvernement avec la création du Comité **National** de Pilotage (**CNP**) et de son Secrétariat Permanent. Depuis sa création les activités suivantes ont été réalisées dont entre autres :

- ☞ Finalisation et validation des outils de pilotage de mise en œuvre du PANGIRE ;
- ☞ Monitoring des données quantitatives et qualitatives *sur les potentiels et leurs usages* ;
- ☞ Développement d'un Système Informatisé de Suivi des Nappes **Phréatiques** (SISNAP).

Le rapport de mise en œuvre du PANGIRE a été validé par la revue sectorielle.

5. THEME CENTRAL : « SECTEUR DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT, VECTEUR DE DEVELOPPEMENT »

Le thème central a été illustré par trois présentations qui ont démontré l'impact de l'eau et de l'assainissement sur l'éducation, la santé et le développement agricole.

Ces présentations ont également fait ressortir la nécessité de mise en place d'une synergie entre les différents ministères dans la mise en œuvre de leur programme.

- Le faible niveau d'accompagnement des collectivités territoriales pour mieux assurer leurs responsabilités de maîtrise d'ouvrage dans le cadre de transferts de compétence ;
- L'absence de communication visant à sensibiliser et à mobiliser plus de partenaires pour le financement du secteur.

C. DIALOGUE POLITIQUE ETAT/PTF DU SECTEUR

La réunion du dialogue politique a fait l'objet d'un compte rendu séparé qui est joint au présent aide-mémoire. Les principaux engagements pris par les parties au cours de cette réunion sont les suivants :

Engagement 1 : Réaliser la révision tarifaire d'ici décembre 2018.

Engagement 2 : Injecter 9% du budget de l'Etat dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.

Engagement 3 : Finalisation et vulgarisation le Guide du Service Public de l'Eau (engagement 2017)

Engagement 4 : Création et opérationnalisation du Fonds National de l'Eau et de l'Assainissement (engagement de 2017)

Engagement 5 : Rendre efficace et efficient le Mécanisme Conjoint de Financement

Engagement 6 : Rendre opérationnel le système de suivi et d'évaluation du PROSEHA

Engagement 7 : Se doter d'une stratégie de mobilisation des ressources et responsabiliser une équipe pour sa mise en œuvre

Engagement 8 : Mobiliser davantage de ressources internes et externes pour la mise en œuvre du PANGIRE

Engagement 9 : Accélérer la mise en œuvre de la feuille de route nationale pour mettre fin à la défécation à l'air libre

Engagement 10 : Gestion déléguée de l'eau : préparer une feuille de route pour la mise en œuvre des recommandations ; intégrer les activités et le financement dans le PAA de 2019

Engagement 11 : Se doter d'une stratégie de communication et accélérer sa mise en œuvre

Engagements des PTFs :

Engagement 12 : apporter les appuis techniques et financiers nécessaires pour la mise en œuvre du PROSEHA et du PANGIRE.

Engagement 13 : s'aligner sur le PROSEHA et le Mécanisme Conjoint de Financement

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La fin des travaux de la onzième revue sectorielle a été sanctionnée par le discours de clôture du Pr ISSOUFOU KATAMBE, Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement. Il a dans un premier temps félicité Monsieur ERIC DIETZ, Chef de bureau de la coopération Luxembourgeoise, pour sa reconduction au poste du Chef de File des Partenaires Techniques et Financiers du secteur de l'eau et de l'assainissement.

Le Ministre s'est ensuite félicité de la fin des travaux qui se sont déroulés en plénière et s'est réjoui des résultats auxquels les participants sont parvenus.

Enfin le Ministre a remercié vivement nos partenaires au développement, qui appuient inlassablement les efforts du Gouvernement pour la satisfaction de l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et l'assainissement des populations nigériennes.

A l'issue des trois jours de présentations et d'échanges les participants ont formulé les recommandations suivantes :

A l'endroit du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement

1. Assurer son rôle de leadership du secteur de l'eau et de l'assainissement ;
2. Impliquer fortement les C.T dans le processus de la révision du guide SPE ;
3. Mettre à la disposition des Collectivités Territoriales des outils leur permettant de faire appel au secteur privé pour le financement des ouvrages d'hydraulique ou d'assainissement en PPP.
4. Accompagner les C.T dans la maîtrise d'ouvrage à travers le renforcement de capacités ;
5. Créer les conditions pour le maintien de l'équilibre financier du sous-secteur de l'hydraulique urbaine pour favoriser les investissements dans ce sous secteur.

A l'endroit des PTFs

1. Accompagner le Gouvernement pour le financement du PROSEHA et PANGIRE ;
2. Aligner les futurs financements dans le secteur au mécanisme commun de financement pour se conformer aux principes de la déclaration de Paris.

A l'endroit des Collectivités Territoriales

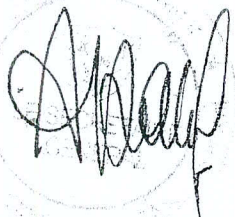
1. Compléter l'inventaire contradictoire des ouvrages et le transmettre aux services déconcentrés du MHA ;
2. S'impliquer dans le plaidoyer pour le financement du secteur ;
3. Elaborer ou mettre à jour les PLEA ;
4. Procéder aux raccordements des écoles et des centres de santé aux réseaux des Mini AEP.

A l'endroit des ONGs

1. Harmoniser les approches d'interventions dans le secteur ;
2. Poursuivre d'avantage le plaidoyer et les efforts de mobilisation de ressources pour le secteur.

Pour la partie Etat :

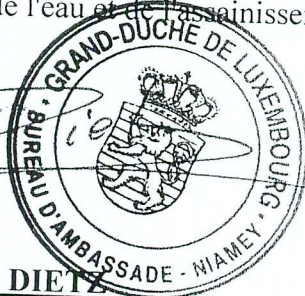
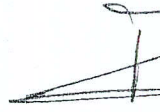
Secrétaire Général du
Ministère de l'Hydraulique
et de l'assainissement



ATAHIROU KARBO

Pour les Partenaires Techniques et Financiers,

Chef de bureau de la coopération
Luxembourgeoise, Chef de File des PTF du
secteur de l'eau et de l'assainissement



M. ERIC DIETZ